

Le UKIP, artisan du *Brexit* ?

UKIP, the Architect of Brexit?

Karine Tournier-Sol



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1378>

DOI : 10.4000/rfcb.1378

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Karine Tournier-Sol, « Le UKIP, artisan du *Brexit* ? », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXII-2 | 2017, mis en ligne le 30 mai 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1378> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.1378>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le UKIP, artisan du *Brexit* ?

UKIP, the Architect of Brexit?

Karine Tournier-Sol

- 1 La victoire du *Brexit* a fait l'effet d'un véritable séisme politique au Royaume-Uni, mais aussi dans le reste de l'Europe. Elle est venue entériner un euroscepticisme britannique, certes notoire, mais dont ni les opposants, ni même les partisans du *Brexit* n'avaient anticipé l'ampleur dans l'opinion publique. Ce vote historique a marqué la consécration du combat originel du *UK Independence Party* (UKIP) et de son *leader* Nigel Farage, longtemps raillés par la classe politique traditionnelle. Ce triomphe incontestable pose inévitablement la question du rôle du UKIP dans la victoire du *Brexit* : le parti peut-il être considéré comme l'artisan du *Brexit* ?
- 2 Cet article se propose de répondre à cette interrogation en articulant la réflexion en trois parties, correspondant à trois temps différents du référendum. D'abord, il s'agira d'examiner les forces et les faiblesses du UKIP en amont de la campagne référendaire. Si la percée spectaculaire du parti depuis 2010 a joué un rôle clé dans l'obtention de ce référendum, elle a aussi mis en évidence les points faibles du parti à la veille de la campagne. La seconde partie sera consacrée à la campagne référendaire du UKIP, et à son influence, directe et indirecte, sur la campagne pour le *Brexit* en général. Enfin, on tentera de mesurer l'impact du UKIP sur les résultats du scrutin, ce qui nous conduira à analyser les liens entre le vote *Brexit* et le vote UKIP. On verra que si la révolte UKIP ne suffit pas à elle seule à expliquer la victoire du *Brexit*, elle contribue cependant à l'éclairer de façon significative.

Forces et faiblesses du UKIP en amont de la campagne référendaire

- 3 Tout d'abord, le simple fait que le référendum sur le *Brexit* ait eu lieu témoigne du poids pris par le UKIP sur l'échiquier politique britannique au cours de ces dernières années. Le parti a en effet joué un rôle majeur dans l'obtention de cette consultation populaire. Rappelons que le UKIP est né en 1993 sur la base d'un seul et unique enjeu: faire sortir le

Royaume-Uni de l'Union européenne. Cependant, contrairement au *Referendum Party* de James Goldsmith, le UKIP n'a pas envisagé dès le départ un recours au référendum, et a d'abord choisi de militer pour un retrait pur et simple de l'UE, seule option envisageable à ses yeux, et dont il a fait son seul objectif. Ce positionnement limité a longtemps maintenu le parti au rang de groupe de pression, en marge du système politique. Ses perspectives étaient *de facto* réduites aux seules échéances électorales européennes, lors desquelles il a néanmoins rapidement progressé, passant de 3 eurodéputés élus en 1999 suite à l'introduction de la proportionnelle à 13 en 2009.

- 4 Le tournant pour le UKIP se situe en 2010 et résulte en partie d'un contexte politique favorable dont il a réussi à tirer profit. La coalition gouvernementale entre les Conservateurs et les Libéraux-démocrates a libéré un espace politique que le UKIP a su investir, en opérant un virage populiste sous le *leadership* de Nigel Farage. Le discours du parti s'articule désormais autour de trois axes principaux : Europe, immigration, rejet des élites, qui forment le triptyque traditionnel de la droite radicale populiste. Conséquence de cette conjonction entre environnement politique propice et formule idéologique gagnante¹ : dès l'automne 2012, la progression du parti, déjà visible dans les sondages, commence à se traduire dans les urnes².
- 5 S'ensuit une percée spectaculaire qui constitue un facteur clé dans la promesse de référendum formulée par David Cameron dans le discours de Bloomberg en janvier 2013. Le UKIP est alors perçu comme une menace pour le parti conservateur, et les députés *tories* craignent l'impact du vote UKIP sur leurs perspectives électorales. Aussi font-ils pression sur leur *leader* afin qu'il neutralise cette menace en radicalisant la position conservatrice sur l'enjeu européen. Toutefois, précisons que ce durcissement n'est alors pas contre-nature, et répond aussi à un euroscepticisme grandissant au sein du groupe parlementaire conservateur, en particulier chez les nouveaux députés élus en 2010, dont une proportion significative partage le souhait du UKIP de voir le Royaume-Uni quitter l'Union européenne³.
- 6 La promesse de référendum de David Cameron doit donc se lire en grande partie comme une stratégie anti-UKIP. Le Premier ministre conservateur espère ainsi priver le parti de sa raison d'être et le condamner à disparaître : l'objectif est clairement de "*shoot the UKIP fox*". Cependant, le simple fait que le référendum soit désormais une possibilité est en soi déjà une victoire pour le UKIP, et vient légitimer le combat fondateur d'un parti qui a longtemps été un objet de dérision sur la scène politique britannique. Cela démontre la capacité du UKIP à influencer sur le débat politique. Le parti de Nigel Farage a contribué à faire bouger les lignes sur l'Europe mais aussi sur l'immigration, dont il a fait son enjeu prioritaire en le reliant habilement à la question européenne, ce qui lui a permis d'élargir son potentiel électoral. La victoire historique du UKIP aux élections européennes de 2014 a amplifié cette dynamique et démontré que le parti était une force politique ascendante : il a recueilli 27,5% des suffrages, se plaçant devant les travaillistes et les Conservateurs, relégués en troisième position. Cet exploit inédit a du même coup prouvé que la radicalisation du parti conservateur sur l'Europe n'avait pas eu l'effet escompté et avait échoué à priver le UKIP d'oxygène et d'espace politique.
- 7 Un an plus tard, lors des élections législatives, si le parti obtient un résultat décevant en termes de sièges – conséquence du mode de scrutin majoritaire –, il confirme néanmoins sa percée auprès de l'électorat. Le UKIP parvient en effet à rassembler 12,6% des suffrages, se classant en troisième position devant les Libéraux démocrates. Cette performance témoigne de la vivacité du phénomène UKIP outre-Manche. Elle conforte la

position du parti en tant que nouvelle force électorale avec laquelle il va falloir compter dans la campagne référendaire qui s'annonce, puisque la victoire des Conservateurs entérine, de fait, la perspective du référendum sur l'Union européenne.

- 8 Cependant, si l'essor du UKIP a sans nul doute rendu possible la tenue du référendum sur le *Brexit*, il a aussi engendré un certain nombre de tensions au sein du parti qui se sont fait jour au lendemain des législatives de 2015, laissant apparaître les points faibles et les limites de l'effet UKIP. La volte-face de Nigel Farage suite à sa démission du poste de *leader* a déclenché une crise interne qui a révélé l'existence de factions à l'intérieur du parti. Face à la ligne politique incarnée par le *leader* charismatique, certains plaident pour une orientation différente, un recentrage du UKIP autour d'une position plus modérée et d'une figure moins clivante. C'est notamment le cas de Douglas Carswell, ancien député conservateur passé au UKIP dont il est aujourd'hui le seul élu à la Chambre des communes. Bien que Nigel Farage ait rapidement repris le contrôle du parti, cette tentative de putsch avortée témoigne de dissensions internes profondes, dont le véritable enjeu n'est autre que le référendum à venir. Les détracteurs de Nigel Farage craignent en effet que sa personnalité controversée ne leur aliène les électeurs modérés et ne leur fasse perdre le référendum. Le *leader* du UKIP est souvent qualifié de "*Marmite politician*", que l'on aime ou que l'on déteste, mais qui ne laisse personne indifférent.
- 9 La dimension toxique du UKIP de Nigel Farage a été démontrée dans une étude menée par Rob Ford en amont de la campagne référendaire⁴. On peut véritablement parler d'effet de repoussoir, puisque les résultats de l'enquête montrent que les électeurs ont tendance à rejeter une politique si elle est ouvertement associée au UKIP, et ceci même en matière d'immigration, pourtant principal moteur du succès récent du parti. C'est un vrai problème à la veille d'un référendum pour lequel il faut parvenir à convaincre les électeurs modérés et indécis afin d'obtenir plus de 50% des suffrages, et donc rassembler plutôt que diviser. La toxicité de la marque UKIP n'a d'ailleurs pas échappé aux eurosceptiques conservateurs qui ont très tôt refusé d'y être associés – une séparation qui s'est concrétisée lors de la campagne référendaire à proprement parler.

La campagne du UKIP

- 10 Face à *Britain Stronger in Europe*, deux organisations concurrentes ont coexisté dans le camp du *Brexit*. Le UKIP a fait campagne au sein de *Leave.EU*⁵, créée à l'initiative d'Arron Banks, un homme d'affaires qui avait déjà financé la campagne du parti pour les législatives de 2015. Toutefois, le seul et unique député UKIP élu à Westminster, Douglas Carswell, n'a pas fait campagne aux côtés de son parti et a intégré l'autre groupe, *Vote Leave*, qui a rassemblé essentiellement des personnalités du parti conservateur, dont certains poids lourds comme l'ancien maire de Londres Boris Johnson et le ministre de la Justice Michael Gove, ainsi que quelques députés travaillistes. Si le choix *a priori* surprenant de Carswell de rejoindre ses anciens collègues conservateurs a été vivement critiqué par Banks et Farage, il s'inscrit en fait dans la continuité des désaccords qui avaient opposé le député UKIP à son *leader* au moment des élections législatives. A l'instar de *Vote Leave*, Carswell a choisi de se distancer de l'image nocive du UKIP de Nigel Farage par crainte qu'il n'agisse comme un repoussoir pour les électeurs modérés dont le camp du *Brexit* a besoin pour remporter le référendum.

- 11 La compétition entre les deux groupes s'est matérialisée à propos de la désignation de l'organisation officielle du camp du *Brexit* par la *Electoral Commission*. C'est finalement *Vote Leave* qui a été choisie en avril 2016, et qui a donc pu bénéficier de fonds publics, d'une exposition médiatique plus importante ainsi que d'un plafond de dépenses plus élevé que *Leave.EU*. Cette décision a été aussitôt critiquée par Arron Banks, qui a dénoncé la corruption de l'*establishment*⁶ et a menacé de se pourvoir en justice. Il a finalement fait machine arrière, sans doute parce qu'un recours aurait retardé la tenue du référendum. De son côté, et de façon plutôt inhabituelle, Nigel Farage a préféré la conciliation à la confrontation, estimant que les deux organisations étaient complémentaires et non concurrentes puisqu'elles menaient de fait le même combat. Le *leader* du UKIP avait d'ailleurs déjà exprimé son souhait de voir les deux groupes fusionner, une éventualité dont on a vu qu'elle était inconcevable pour *Vote Leave*, soucieuse de préserver son image de la toxicité du UKIP. C'est probablement ce qu'a voulu exploiter David Cameron en acceptant de participer à un débat télévisé avec le seul Nigel Farage, refusant de débattre avec Boris Johnson ou Michael Gove, officiellement pour éviter de transformer la campagne référendaire en "un psychodrame conservateur". La tactique du Premier ministre visait à utiliser la toxicité du *leader* du UKIP dans l'espoir qu'elle nuise à l'image et à la crédibilité du camp du *Brexit*.
- 12 Il n'y a eu quasiment aucune interaction entre les deux organisations, en tout cas officiellement, même si Nigel Farage et certains membres de *Vote Leave* ont pu ponctuellement partager une tribune lors de débats contradictoires organisés avec les tenants du *Remain* à travers le pays. Dans les faits, les deux groupes ont mené deux campagnes rivales au sein du même camp. *Leave.EU* a dénigré *Vote Leave* en la présentant comme l'incarnation de la "bulle de Westminster", cet *establishment* que le UKIP fustige dans son discours populiste. Par contraste, *Leave.EU* s'est targué de représenter le peuple. Elle a mené une véritable campagne de terrain en s'appuyant sur les sections locales et les militants du UKIP à travers le pays. Dès le mois de septembre 2015, le UKIP a lancé le *Say No to the EU Tour*, qui a quadrillé le territoire en organisant des centaines de meetings et de discours.
- 13 Très tôt, le UKIP a choisi de faire de l'immigration l'enjeu principal du référendum⁸, dans la continuité de son positionnement antérieur. Sur cette base, le parti a mené une campagne particulièrement agressive et outrancière, agitant délibérément les peurs des électeurs. Les dérapages dont le UKIP est coutumier ont semblé cette fois complètement assumés, comme si l'importance de l'enjeu avait totalement décomplexé le discours du parti. Les scandales se sont multipliés : dès le début du mois de février, le UKIP a diffusé un spot électoral alarmiste sur les dangers d'une adhésion de la Turquie à l'UE, ce qui lui a valu des accusations d'islamophobie. Plus tard dans la campagne, Nigel Farage a récupéré le drame des agressions sexuelles perpétrées à Cologne la nuit de la Saint Sylvestre pour alerter sur un risque similaire sur le sol britannique en cas de victoire du camp du *Remain*. Ces propos ont été immédiatement condamnés par le reste de la classe politique, et *Vote Leave* en particulier a pris grand soin de s'en dissocier. Peu après, c'est *Leave.EU* dans son ensemble qui n'a pas hésité à récupérer la tuerie survenue dans une discothèque gay d'Orlando et revendiquée par l'Etat Islamique (EI) dans une affiche de campagne. Sur une photo représentant des soldats de l'EI armés de Kalachnikov était écrit : "*Islamist extremism is a real threat to our way of life. Act now before we see an Orlando-style atrocity before too long*".

- 14 Le plus gros scandale a été provoqué par une autre affiche choc, dévoilée par Nigel Farage à une semaine du scrutin référendaire. Sur la photo d'une longue file de migrants traversant la frontière entre la Croatie et la Slovénie, on pouvait lire le slogan : "*Breaking Point : the EU has failed us all. We must break free of the EU and take back control of our borders*". L'affiche a immédiatement déclenché une vague de protestations, et a été comparée à la propagande nazie des années 1930. Le UKIP a été accusé de xénophobie et une plainte pour incitation à la haine raciale a été déposée. Au sein de l'organisation rivale *Vote Leave*, Boris Johnson et Michael Gove ont vivement critiqué le procédé et s'en sont immédiatement désolidarisés. L'affaire a pris une tournure d'autant plus dramatique que quelques heures après que l'affiche ait été dévoilée, la députée travailliste Jo Cox a été assassinée par un homme apparemment lié à l'extrême droite, suscitant une émotion nationale et la suspension de la campagne référendaire pendant trois jours. Nigel Farage s'est contenté de déplorer la coïncidence malheureuse, mais pas l'affiche elle-même, qui a cependant été retirée peu après la mort de Jo Cox.
- 15 Le UKIP a donc placé sa campagne sur le registre émotionnel, plutôt que rationnel, en faisant appel aux peurs des électeurs. Le parti a eu recours à la stratégie de communication du "sifflet à ultrasons" (*dog whistle politics*). En suggérant l'amalgame entre immigration, réfugiés, Islamisme et terrorisme, l'objectif était d'agiter les craintes identitaires et matérielles d'un électorat qui se sentirait menacé par l'immigration, dont l'Union européenne est jugée responsable. En adéquation avec sa dimension populiste, le UKIP se targue de savoir répondre aux préoccupations des « vrais gens », via un « parler vrai » typique du langage populiste, et au contraire des partis politiques traditionnels. D'ailleurs, Nigel Farage n'a pas manqué de présenter le référendum comme l'occasion de « faire un bras d'honneur à la classe politique », cette élite que le parti dénonce sans cesse dans sa rhétorique populiste. Il s'agissait une fois encore d'opposer les élites, britanniques et européennes, au peuple que le UKIP prétend incarner et auquel le référendum donne enfin la voix. Force est de constater que la campagne référendaire du parti a souvent brouillé les lignes entre le UKIP et l'extrême droite dont Nigel Farage s'était pourtant efforcé ces dernières années de se différencier, dans une quête de respectabilité qu'il savait nécessaire à l'évolution de son parti⁹.
- 16 Face à cette campagne agressive et toute entière axée sur l'immigration, *Vote Leave* a préféré se placer sur un autre terrain, rationnel celui-ci, faisant valoir des arguments économiques et de souveraineté nationale. Toutefois, confronté à l'avance constante du camp du *Remain* dans les sondages d'opinion, le groupe a opéré un changement de stratégie en fin de campagne, se positionnant à son tour sur le terrain de l'immigration. Tout en prétendant s'en différencier, il a repris à son compte certains arguments du UKIP, brandissant lui aussi la menace de l'adhésion prochaine de la Turquie à l'UE, ou reprenant la politique d'immigration prônée par le parti, à savoir une immigration choisie basée sur l'instauration d'un système de points sur le modèle australien. Le slogan phare de *Vote Leave*, « *Take Back Control* », fait lui-même partie de la rhétorique du UKIP depuis plusieurs années. De la même manière, Boris Johnson a repris la formule de Nigel Farage qui exhortait les électeurs à faire du 23 juin le jour de l'indépendance du Royaume-Uni (*Independence Day*). Cette récupération de quelques éléments de langage et de certaines des idées du UKIP par la classe politique traditionnelle montre bien l'influence du parti sur le débat politique en général et sur la campagne référendaire en particulier. De ce point de vue, cet effet de contagion témoigne de la réalité de l'impact du UKIP, et constitue une victoire pour le parti sur le terrain des idées. Cependant, c'est aussi un moyen pour la

classe politique traditionnelle de neutraliser le UKIP en se réappropriant une partie de ses idées et en les réintégrant dans un discours *mainstream* exempt de la toxicité associée au parti de Nigel Farage.

Les liens entre le vote UKIP et le vote *Brexit*

- 17 Le 23 juin 2016, 51,9% des Britanniques ont voté pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. La victoire du *Brexit* a été aussi frappante qu'inattendue, y compris pour les *Brexiters* eux-mêmes. A la fermeture des bureaux de vote à 22h, le camp du maintien était donné gagnant, si bien que Nigel Farage avait d'abord concédé la victoire: « *It's been an extraordinary referendum campaign, turnout looks to be exceptionally high and (it) looks like Remain will edge it. UKIP and I are going nowhere and the party will only continue to grow stronger in the future*¹⁰. » Six heures plus tard, la situation se renversait, et le *leader* du UKIP triomphait, brandissant ce jeudi 23 juin comme "le jour de l'Indépendance" du Royaume-Uni. Cette victoire était celle du peuple – « *real people, ordinary people* » – dont le UKIP se veut l'incarnation, en adéquation avec son discours populiste. Nigel Farage se félicitait même de ce que le *Brexit* l'avait emporté « *without a single bullet being fired* », semblant faire peu de cas de celles qui avaient tué Jo Cox une semaine auparavant.
- 18 Le vote en faveur du *Brexit* représente indéniablement une grande victoire pour le UKIP puisqu'il marque la consécration de son combat originel. Si le parti a joué un rôle clé dans l'obtention du référendum, dans quelle mesure a-t-il contribué au résultat du vote ? Un premier élément de réponse à cette question ressort de l'étude des résultats électoraux passés du UKIP, qui nous renseignent sur la proportion de l'électorat que le parti est en mesure de mobiliser en faveur du *Brexit*. Le UKIP a obtenu le meilleur score de son histoire aux élections européennes de 2014, avec 27,5% des suffrages. Le taux de participation était néanmoins faible, à 35,4%, sachant que les électeurs les plus eurosceptiques sont aussi traditionnellement ceux qui votent le plus. Il y a tout lieu de penser que ces électeurs ont également voté en faveur du *Brexit* lors du référendum. Toutefois, le taux de participation au référendum du 23 juin a été deux fois plus élevé, à 72,2% ; on constate d'ailleurs que les régions où la participation a été la plus élevée sont aussi celles qui ont voté le plus massivement pour le *Brexit*. Arithmétiquement parlant, il apparaît donc que les électeurs UKIP ont certes constitué une proportion importante du vote *Brexit*, mais qu'ils n'en ont pas été les principaux artisans.
- 19 C'est ce que confirment les résultats d'une enquête effectuée par Lord Ashcroft¹¹ le jour du vote, et qui montre que 25% des électeurs ayant voté pour le *Brexit* avaient soutenu le UKIP aux législatives de 2015. Rappelons que le parti avait alors rassemblé 12,6% des suffrages, ce qui n'est cependant pas complètement représentatif du potentiel électoral du UKIP puisque le mode de scrutin majoritaire en vigueur aux législatives encourage le vote utile et tend à dissuader les électeurs de voter pour les tiers-partis. Il faut également souligner que le message réitéré par David Cameron lors de ces élections, « *Vote UKIP, Get Labour* », avait convaincu de nombreux électeurs UKIP de rallier le parti conservateur¹². D'ailleurs, les électeurs conservateurs constituent la majorité du vote *Brexit* selon l'étude de Lord Ashcroft, à hauteur de 40%. Il est vraisemblable que parmi ceux-là, certains aient voté UKIP aux européennes de 2014 mais aient préféré rejoindre le parti conservateur pour faire barrage au parti travailliste lors des législatives. Le chiffre de 25% constitue donc probablement une estimation basse de la part d'électeurs UKIP dans le vote pour le *Brexit*, puisqu'il prend comme référence les élections législatives. On ajoutera que bien

que les électeurs travaillistes aient majoritairement voté pour le maintien dans l'UE, ils représentent tout de même 21% du vote *Brexit*.

- 20 Ainsi, si le UKIP a joué un rôle majeur dans la victoire du *Brexit*, auquel il a contribué au moins à hauteur de 25%, il n'en a pas été le seul artisan, loin s'en faut. Le député UKIP Douglas Carswell, qui a fait campagne avec *Vote Leave*, considère même que le *Brexit* l'a emporté, non pas en partie grâce au UKIP, mais au contraire *malgré* le UKIP – ce qui est assez ironique de la part du seul et unique député du parti élu à Westminster : « *Vote Leave prevailed precisely because we did not campaign as an extension of Ukip, but as an upbeat, optimistic insurgency for change*¹³ ». Quelques jours après le vote, Carswell a ouvertement condamné la tonalité de la campagne menée par son parti, jugeant l'affiche *Breaking Point* « moralement indéfendable » et estimant qu'elle avait coûté des voix au camp du *Brexit*. Nombreux sont ceux, au sein de *Vote Leave*, qui comme lui considèrent que Nigel Farage, plutôt qu'un allié luttant pour une cause commune, a été un handicap électoral préjudiciable au camp du *Brexit*.
- 21 Au delà des indicateurs de l'impact direct du UKIP sur l'issue du vote, il est intéressant d'examiner la corrélation entre la nature du vote UKIP et celle du vote *Brexit*. Le résultat du référendum a révélé une fracture profonde de la société britannique, et ceci à plusieurs niveaux : entre les différentes nations d'abord, puisque si l'Angleterre et le pays de Galles ont voté pour le *Brexit*, l'Ecosse et l'Irlande du nord se sont prononcés majoritairement en faveur du maintien dans l'UE ; entre les grands villes cosmopolites d'un côté, telles que Londres et Manchester, et de l'autre les régions plus rurales et les villes de taille moyenne ; entre les générations, puisque les jeunes ont voté à une écrasante majorité pour le *Remain* alors que les plus âgés ont voté pour le *Brexit* ; entre les électeurs les plus éduqués et ceux qui n'ont pas de diplômes ; entre les classes sociales enfin, les plus défavorisés ayant voté en faveur du *Brexit*. Le tableau qui se dessine *a priori* recoupe un certain nombre de clivages déjà perceptibles dans le vote UKIP, et qui ont participé à l'essor du parti ces dernières années. Il paraît donc éclairant de comparer les données disponibles sur le vote *Brexit* à celles dont on dispose déjà sur le vote UKIP, afin de voir dans quelle mesure ils recouvrent un phénomène similaire.
- 22 Pour ce faire, on peut s'appuyer sur l'enquête de Lord Ashcroft, mais aussi sur une première analyse des résultats du référendum publiée par Goodwin et Heath¹⁴. Cette dernière confirme nos conclusions précédentes puisqu'elle montre une corrélation très nette entre les bastions électoraux du UKIP et le vote *Brexit*. Ainsi, les régions qui ont voté le plus massivement en faveur du *Brexit* sont aussi celles dans lesquelles le UKIP avait obtenu ses meilleurs scores lors des élections européennes de 2014, ce qui semble assez logique. Si l'on s'intéresse maintenant au profil de l'électorat du *Brexit*, les résultats indiquent un lien particulièrement marqué entre le niveau d'éducation et le vote : en clair, plus on est éduqué, plus on vote pour le *Remain*, ce qui est corroboré par l'enquête de Lord Ashcroft. L'éducation apparaît même comme le critère clé du vote, et le principal élément de clivage entre les deux camps, ce qui se reflète en termes de classes sociales. Les catégories socio-professionnelles les moins favorisées – C2DE – ont ainsi voté aux 2/3 en faveur du *Brexit*.
- 23 L'âge est aussi un facteur essentiel, puisque Goodwin et Heath montrent que les retraités et les plus de 65 ans ont voté massivement pour le *Brexit*. Cependant, il semble qu'il faille apporter une nuance au sein de cette classe d'âge, à l'intérieur de laquelle les plus âgés (à partir de 80-85 ans) se seraient plus volontiers prononcés pour rester dans l'UE, sans doute parce qu'ils ont connu la seconde guerre mondiale et ont donc pu apprécier la

contribution de la CEE, puis de l'UE, au maintien de la paix en Europe¹⁵. Pour l'instant, nous ne disposons pas de données à ce sujet, mais des enquêtes ultérieures plus approfondies nous permettront sans doute de mesurer ce phénomène avec précision. Pour en revenir à l'ensemble de l'électorat, l'enquête de Lord Ashcroft est plus détaillée et situe le point de rupture au niveau de la classe d'âge 45-54 ans, à partir de laquelle le vote *Brexit* devient majoritaire. Par contraste, les jeunes ont largement voté pour le *Remain*, ce qui s'est notamment traduit dans les résultats des villes universitaires comme Cambridge et Oxford par exemple, qui se sont prononcés pour le maintien dans l'Union européenne – des résultats sans doute renforcés par la variable du niveau d'éducation. Enfin, ce sont plutôt les régions à forte population blanche qui ont voté pour le *Brexit*. Force est donc de constater que le profil type de l'électeur du *Brexit* correspond aussi à celui du UKIP : blanc, âgé de plus de 55 ans, peu éduqué et issu de la classe ouvrière. Il existe donc une convergence entre le vote *Brexit* et le vote UKIP, même si celle-ci ne peut suffire, à elle seule, à expliquer le vote en faveur du *Brexit*.

- 24 En outre, le vote UKIP recouvre également une dimension nationaliste qu'il est intéressant de comparer avec le vote *Brexit*. Bien que le UKIP refuse de se laisser réduire au simple rang de parti nationaliste anglais, plusieurs études ont montré la corrélation entre l'anglicité et le vote UKIP¹⁶. Or, l'enquête de Lord Ashcroft met en évidence le poids de l'anglicité dans le vote pour le *Brexit*, puisqu'elle indique un lien très net entre les électeurs qui privilégient leur identité anglaise à leur identité britannique et le vote en faveur du *Brexit*. Par contraste, on remarque que les électeurs dont l'identité écossaise est la plus forte sont aussi les plus partisans du *Remain*, ce qui est particulièrement révélateur des différentes perceptions de l'Union européenne dans les deux nations. Enfin, lorsque l'on demande aux partisans du *Brexit* sur quels arguments politiques ils ont basé leur vote, le premier est celui de la souveraineté – à cet égard, le slogan « *Take back control* » a donc su entrer en résonance avec les préoccupations des électeurs. Le second facteur dans le processus de décision a été l'immigration, dont on a vu qu'elle avait été le principal argument de la campagne du UKIP, rejoint sur ce terrain durant les dernières semaines par *Vote Leave*.
- 25 Ainsi le lien entre le vote *Brexit* et le vote UKIP apparaît-il clairement, même si le premier ne se réduit pas au second. Si le parti de Nigel Farage n'est pas le seul artisan du vote *Brexit*, il reste qu'ils participent tous deux d'un même phénomène. Les résultats du référendum ont cristallisé le sentiment d'insécurité – sociale, économique ou culturelle – d'une partie de l'électorat qui ne se sent plus représentée par ses élites politiques, qu'elles soient britanniques ou européennes. Ils témoignent d'une rupture entre une partie de l'électorat britannique et la classe politique traditionnelle – rupture sur laquelle surfe le UKIP suite au virage populiste amorcé sous le *leadership* de Nigel Farage. Cette analyse est d'ailleurs corroborée par l'enquête de Lord Ashcroft, qui montre que moins les électeurs s'intéressent à la politique, plus ils se prononcent en faveur du *Brexit*, ce qui reflète bien la désillusion d'une partie de l'électorat par rapport à la classe politique, une aliénation qui s'est traduite dans le vote en faveur du *Brexit* – tout comme elle avait trouvé une expression dans la révolte UKIP au cours de ces dernières années.
- 26 Bien que le UKIP ait joué un rôle clé dans l'obtention du référendum sur l'Union européenne, il n'a donc pas été le seul artisan du vote en faveur du *Brexit*. Si l'analyse des résultats montre que le vote *Brexit* ne se résume pas au seul vote UKIP, elle indique néanmoins une corrélation entre les deux qui nous éclaire sur la nature de la fracture dont témoigne le résultat du scrutin référendaire au sein de la société britannique. Le

UKIP apparaît comme le vecteur d'une révolte antérieure (*The Purple Revolution*, titre d'un ouvrage de Nigel Farage) qui s'est amplifiée et matérialisée dans le vote en faveur du *Brexit*. La révolte du *Brexit* contre les élites britanniques et européennes participe donc d'un phénomène similaire à celui qui a propulsé le UKIP sur le devant de la scène politique britannique depuis 2010. La révolte du *Brexit* serait donc une extension de la révolte UKIP.

- 27 Cependant, si le vote en faveur du *Brexit* constitue sans nul doute une victoire incontestable pour le UKIP et pour son *leader*, il pose aussi la question de l'avenir du parti. En effet, paradoxalement, cette victoire pourrait aussi signer la fin du UKIP en le privant de sa raison d'être – ce que cherchait précisément David Cameron en promettant ce référendum, qui aura d'abord marqué sa propre fin. La survie du parti dépendra de sa capacité à se transformer. Le UKIP a déjà dépassé le statut de parti à enjeu unique tout entier dédié au retrait de l'Union européenne, et a su se transformer en un parti de la droite populiste radicale sous le *leadership* de Nigel Farage. Or, le 4 juillet 2016, ce dernier a annoncé qu'il démissionnait de la direction du parti. Privé de son *leader* charismatique et de sa raison d'être, le UKIP a traversé une période chaotique, qui a vu resurgir les guerres de factions.
- 28 Il aura fallu deux élections pour trouver un successeur à Nigel Farage. C'est d'abord la députée européenne Diane James qui a été élue en septembre 2016 pour le remplacer, avant de démissionner seulement dix-huit jours plus tard, arguant qu'elle n'avait ni l'autorité ni le soutien nécessaire pour réunifier le parti. Après une série de déboires dont le UKIP semble avoir le secret, c'est finalement Paul Nuttall, lui aussi eurodéputé, qui a été élu à la tête du parti le 28 novembre 2016. Sa priorité est de rassembler le parti dont il veut faire le nouveau porte-voix de la classe ouvrière en lieu et place du parti travailliste, qu'il juge déconnecté de cette partie de son électoral traditionnel. Le nouveau *leader* du UKIP devra aussi faire face au parti conservateur de Theresa May qui semble bien décidée à le priver d'espace politique : la répétition de la formule "*Brexit means Brexit*", le durcissement annoncé de la politique d'immigration et le retour probable des *grammar-schools* sont autant de politiques phares du UKIP. Aussi, même si la détermination de Paul Nuttall semble avoir redonné au parti un semblant d'unité et un nouvel objectif, l'avenir du UKIP reste encore bien incertain au lendemain de la victoire du *Brexit*.
- 29 **Karine Tournier-Sol est Maître de conférences en civilisation britannique à l'Université de Toulon. Ses travaux de recherche portent sur les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, et plus particulièrement sur le UK Independence Party (UKIP). Elle a co-dirigé un ouvrage avec Chris Gifford, intitulé *The UK Challenge to Europeanization: The Persistence of British Euroscepticism*, publié chez Palgrave Macmillan en 2015.**

BIBLIOGRAPHIE

Goodwin, Matthew and Heath, Oliver, "The 2016 Referendum, Brexit and the Left Behind: An Aggregate-level Analysis of the Result", *The Political Quarterly*, 87 : 3 (2016), pp. 323-332.

Jeffery, Charlie *et al*, "Taking England Seriously: The New English Politics", Centre on Constitutional Change, 2014.

Kitschelt, Herbert, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, The University of Michigan Press, 1997.

Tournier-Sol, Karine, "UKIP's Performance in the 2015 General Election : A Series of Unfulfilled Expectations", in David Fée, Romain Garbaye (dirs), "The 2015 General Election in the United Kingdom", *Revue Française de Civilisation Britannique* (Online), XX : 3 (2015).

Tournier-Sol, Karine, Gifford, Chris (dirs), *The UK Challenge to Europeanisation: the Persistence of British Euroscepticism*, Palgrave Macmillan, 2015.

Wyn Jones, Richard *et al*, "England And Its Two Unions: The Anatomy Of A Nation And Its Discontents", IPPR, 2013.

NOTES

1. Herbert Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, The University of Michigan Press, 1997, p. vii.
2. Le tournant pour le parti se situe entre novembre 2012 et février 2013, lors d'une série de trois élections législatives partielles au cours desquelles le UKIP obtient jusqu'à 27,8% des suffrages, reléguant le parti conservateur en troisième position à deux reprises.
3. Agnès Alexandre-Collier, "Reassessing British Conservative Euroscepticism as a Case of Party (Mis)Management", in Karine Tournier-Sol, Chris Gifford, (dirs), *The UK Challenge to Europeanisation: the Persistence of British Euroscepticism*, Palgrave Macmillan, 2015, pp. 99-116.
4. Rob Ford, "David Cameron's Third act : the EU Referendum", *The Guardian*, 4 octobre 2015.
5. *Leave.EU* a par la suite rejoint le mouvement Grassroots Out (GO).
6. Heather Stewart, "Vote Leave named as official Brexit campaign in EU referendum", *The Guardian*, 13 avril 2016.
7. Heather Stewart, "David Cameron: Boris Johnson debate would be 'Tory psychodrama' ", *The Guardian*, 19 May 2016.
8. Nigel Farage, "Immigration will be the defining issue of this EU referendum campaign", *Daily Telegraph*, 21 août 2015.
9. Karine Tournier-Sol, "The UKIP Challenge", in Karine Tournier-Sol, Chris Gifford (dirs), *The UK Challenge to Europeanization: The Persistence of British Euroscepticism*, Palgrave Macmillan, 2015, p. 141.
10. Charlie Cooper, Katie Forster, "EU referendum: Nigel Farage says it 'looks like Remain will edge it' as polls close", *The Independent*, 23 juin 2016.
11. Lord Ashcroft, "How the United Kingdom voted on Thursday... and why", *Lord Ashcroft Polls*, 24 juin 2016. Disponible en ligne : <http://lordashcroftpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>
12. Karine Tournier-Sol, "UKIP's Performance in the 2015 General Election : A Series of Unfulfilled Expectations", in David Fée, Romain Garbaye (dirs), "The 2015 General Election in the United Kingdom", *Revue Française de Civilisation Britannique* (Online), XX : 3, 2015.
13. Douglas Carswell, "Farage's 'breaking point' posters were indefensible – but I'm glad we voted leave", *The Guardian*, 27 juin 2016.
14. Matthew Goodwin and Oliver Heath, "The 2016 Referendum, Brexit and the Left Behind: An Aggregate-level Analysis of the Result", *The Political Quarterly*, 87 : 3 (2016), pp. 323-332.

15. Voir par exemple : Kate Devlin, "Brexit vote kicks off 'generational war'", *Herald Scotland*, 24 juin 2016. Caroline Mortimer, "EU referendum: Second World War veterans come out against Brexit", *The Independent*, 9 mai 2016.

16. Richard Wyn Jones *et al*, "England And Its Two Unions: The Anatomy Of A Nation And Its Discontents", IPPR, 2013; Charlie Jeffery *et al*, "Taking England Seriously: The New English Politics", Centre on Constitutional Change, 2014.

RÉSUMÉS

La victoire du Brexit lors du référendum du 23 juin 2016 a fait l'effet d'un véritable séisme politique au Royaume-Uni, mais aussi dans le reste de l'Union européenne. Ce vote historique a marqué la consécration du combat originel du UK Independence Party (UKIP) et de son leader Nigel Farage. Ce succès inattendu pose la question du rôle du UKIP dans la victoire du Brexit : le parti peut-il être considéré comme le principal artisan du Brexit ? Cet article se propose de répondre à cette question en articulant la réflexion en trois parties, correspondant à trois temps différents du référendum. D'abord, il s'agira d'examiner les forces et les faiblesses du UKIP en amont de la campagne référendaire. Si la percée spectaculaire du parti depuis 2010 a joué un rôle clé dans l'obtention de ce référendum, elle a aussi mis en évidence les points faibles du parti à la veille de la campagne. La seconde partie sera consacrée à la campagne référendaire du UKIP, et à son influence, directe et indirecte, sur la campagne pour le Brexit en général. Enfin, on tentera de mesurer l'impact du UKIP sur les résultats du scrutin, ce qui nous conduira à analyser les liens entre le vote Brexit et le vote UKIP. On verra que si la révolte UKIP ne suffit pas à elle seule à expliquer la victoire du Brexit, elle contribue cependant à l'éclairer de façon significative.

The Brexit victory caused a major political earthquake, not only in the UK but also in the rest of the European Union (EU). This historic vote marked the achievement of the original ambition of the UK Independence Party (UKIP) and of its leader Nigel Farage. This unexpected success raises the question of the role of UKIP in the Brexit victory: can the party be regarded as the main architect of Brexit ? This paper aims to address this question by structuring the analysis in three parts, corresponding to three different phases of the referendum. The first part will be devoted to the period prior to the referendum campaign, and will examine the strengths and weaknesses of UKIP: although the spectacular rise of the party since 2010 played a decisive part in David Cameron's pledge to hold a referendum on the EU, it also revealed the flaws and limits of the UKIP brand. The second part will focus on the referendum campaign proper, analysing UKIP's campaign but also its influence, direct and indirect, on the whole Brexit campaign. Finally, we will try to assess the impact of UKIP on the referendum results, exploring the potential links between the Brexit vote and the UKIP vote. This paper will argue that although the UKIP vote cannot explain the entire Brexit vote, it still sheds some light on why a majority of British people voted to get out of the EU.

INDEX

Mots-clés : Référendum, Brexit, UK Independence Party, UKIP

Keywords : Referendum, Brexit, UK Independence Party, UKIP

AUTEUR

KARINE TOURNIER-SOL

Laboratoire Babel EA 2649, Université de Toulon